

La dénatalité chamboule l'organisation dans le maternel

Par **Elise Legrand**

En 10 ans, le nombre d'inscrits dans le maternel a chuté de 12,5% en Fédération Wallonie-Bruxelles. A quelques exceptions près, cette baisse touche surtout les communes vieillissantes.

A chaque rentrée scolaire, les directeurs d'école recensent fébrilement leurs nouvelles inscriptions. La survie d'une classe ne tient parfois plus qu'à un fil. Un fil de plus en plus tendu. Allongement des études, mise en couple plus tardive, difficulté d'accès au marché du travail, insécurité professionnelle, hausse des prix de l'immobilier, troubles de la fertilité, peur de l'avenir, non-désir d'enfant... Quelles qu'en soient les causes, une «diminution très importante de la fécondité (NDLR: nombre d'enfants par femme en âge de procréer) est observée dans les trois Régions du pays depuis 2008», expose Marc Debuisson, démographe à l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (Iweps). Ce qui se traduit par une chute de la population scolaire dans la majorité des établissements en Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB).

Logiquement, les effets de cette baisse de la fécondité (de 1,85 enfant par femme en 2008 à 1,43 en 2025 en Belgique, selon Statbel) se sont d'abord fait sentir à la «petite école», avant de s'étendre aux niveaux supérieurs par effet domino. Ainsi, le nombre d'élèves inscrits dans le maternel ordinaire en FWB a chuté de 12,5% en 10 ans, passant de 188.415 en 2014-2015 à 164.869 en 2023-2024.

Ces inscriptions en berne se matérialisent toutefois très différemment d'une école à l'autre, selon l'offre d'enseignement proposée et la localisation géographique. Si la Wallonie enregistre une baisse généralisée de ses élèves scolarisés en maternel (-10% en 11 ans), certaines communes y échappent miraculeusement. C'est notamment le cas de la majorité des territoires situés en communauté germanophone: Eupen (+20%), Raeren (+20,3%) ou encore Lontzen (+30,2%) notent ainsi une hausse significative d'élèves.

Une exception liée au taux de fécondité remarquable des cantons de l'Est, qui est resté stable, voire en légère hausse entre 2014 et 2022. «Ce n'est qu'à partir de 2023 qu'une évolution à la baisse se dessine,





mais les cohortes de naissances concernées n'entrent toutefois en maternel qu'aujourd'hui», précise le cabinet du ministre germanophone de l'Enseignement, Jérôme Franssen (Les Engagés). De plus, les conditions d'accès à l'école maternelle ont été assouplies au 1^{er} septembre 2024, permettant la scolarisation des enfants dès l'âge de 2 ans et demi, gonflant de facto le nombre d'inscriptions pour l'année scolaire 2024-2025.

Le sud de la province du Luxembourg, lui aussi relativement épargné par la chute brutale du taux de fécondité observée dans le reste du pays, maintient le cap. Alors que la population scolaire maternelle ...

**«L'enseignement
maternel
est localisé.
Les parents
cherchent dans
leur quartier.»**

Rentrée scolaire

... des communes de Messancy (+6%), Saint-Léger (+3,9%) et Meix-devant-Virton (+8,0%) a progressé ces 11 dernières années, celles de Musson (-6,9%), Aubange (-6,7%) ou Tintigny (-7,4%) observent une légère baisse, toutefois plus limitée que la moyenne wallonne. Une tendance portée par la périurbanisation de la ville de Luxembourg. «De nombreux jeunes ménages, à la recherche de prix immobiliers plus attractifs, franchissent la frontière et s'installent dans ces communes belges pour y fonder une famille», remarque Marc Debuissou.

Un phénomène également à l'œuvre à proximité de la Région bruxelloise. Les communes de Grez-Doiceau (+3,1%), Beauvechain (+6,4%) ou Rixensart (+12%) ont ainsi enregistré une hausse significative d'élèves inscrits en maternel ces 11 dernières années. Cantonnée aux communes frontalières à la fin du siècle dernier, la périurbanisation de la capitale s'étend aujourd'hui de plus en plus, jusqu'à atteindre Braine-l'Alleud (+4,8%) ou Braine-le-Château (+1,6%), en raison de terrains à bâtir toujours plus onéreux aux abords de Bruxelles, précise encore Marc Debuissou.

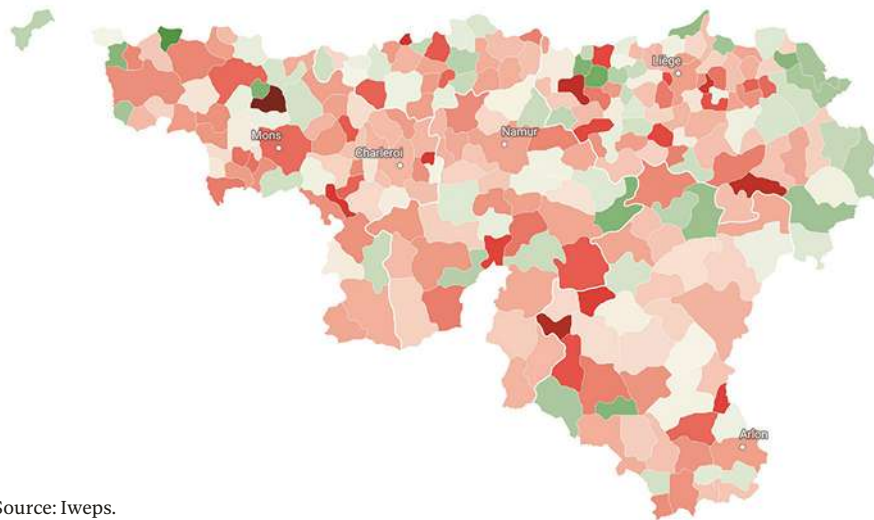
Mouvements linguistiques

Mais c'est à Mont-de-l'Enclus que revient la palme de la hausse la plus importante. En 11 ans, le nombre d'enfants scolarisés en maternel y a plus que doublé (+58,8%), passant de 34 inscrits en 2014-2015 à 54 en 2024-2025. Une tendance que le bourgmestre Jean-Pierre Bourdeaud'huy (MR) attribue à l'attractivité de son territoire pour les jeunes ménages. «La population plus âgée est en train d'être remplacée par des familles avec enfants en bas âge», constate le maire. Parmi eux, de nombreux Flamands, qui traversent la frontière régionale pour profiter des prix de l'immobilier plus accessibles. Selon la Fédération des notaires, environ un bien sis à Mont-de-l'Enclus sur deux a été acheté par des Flamands au cours des trois dernières années.

Globalement, la majorité des communes situées le long de la frontière linguistique accueillent également des élèves flamands (résidant, eux, en Flandre) dans leurs établissements scolaires, afin de profiter de l'enseignement francophone, ajoute Claire Dujardin, géographe et chargée de recherche à l'Iweps. La population scolaire y fluctue donc davantage.

Evolution des élèves inscrits dans le maternel en Wallonie

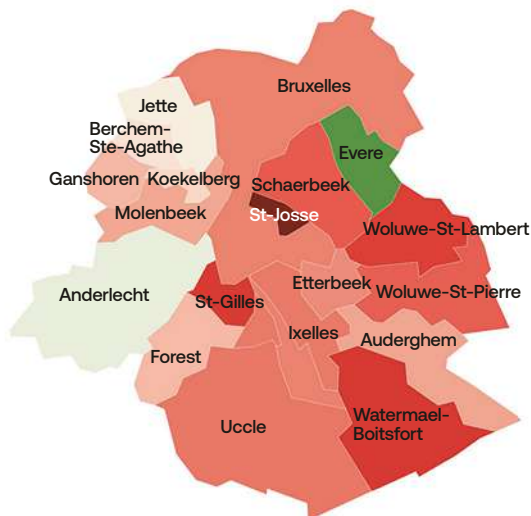
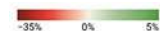
Pourcentage de différence entre 2014-2015 et 2024-2025



Source: Iweps.

Evolution des élèves inscrits dans le maternel à Bruxelles

Pourcentage de différence entre 2014-2015 et 2024-2025



Source: Iweps.

A l'autre extrémité du classement, c'est Lens, dans le Hainaut, qui enregistre la baisse la plus marquée, avec 50% d'élèves en moins en 11 ans. Seuls 60 enfants y étaient ainsi inscrits en maternel en 2024-2025, contre 120 en 2014-2015. Si les deux implantations de la commune «ont pu sauver les meubles jusqu'à présent», la bourgmestre redoute des pertes de personnel enseignant et des regroupements de classes à l'avenir. «Pourant, pas mal de jeunes

ménages s'installent chez nous, pointe Isabelle Galant (MR). Mais ce n'est pas parce que les parents résident à Lens qu'ils y scolarisent leurs enfants: certains choisissent une école proche de leur lieu de travail pour faciliter leurs déplacements.»

Claire Dujardin appelle d'ailleurs à ne pas «surinterpréter» les tendances observables dans ces communes rurales ou plus faiblement peuplées, qui sont statistiquement plus sensibles aux fluctuations. Loin d'être des indicateurs de la qualité de l'enseignement dispensé, elles relèvent plutôt d'«effets locaux de concurrence ou d'effets de mode, entraînant des glissements de population scolaire d'une commune à l'autre», insiste la géographe. A cet égard, les oscillations observées dans les grandes villes sont plus fiables: Liège (-13,7%), Namur (-12,6%) ou Charleroi (-9,7%) reflètent davantage la moyenne wallonne.

«Retour à la normale»

La baisse du nombre d'inscrits à l'école maternelle s'observe également dans la Région de Bruxelles-Capitale. Selon des données de l'Institut bruxellois de statistique et d'analyse (IBSA), celle-ci, regroupant l'enseignement francophone et flamand, a perdu un total de 6.484 élèves entre 2014-2015 et 2023-2024 (dernières statistiques disponibles). Soit une diminution de 11% en 10 ans. Mais la chute y a été amorcée plus tardivement qu'en Wallonie, et suit une période de «grand boom démographique» observée il y a 15 ans. «Ce pic a donné lieu à un afflux massif d'élèves en maternel entre 2009-2010 et 2015-2016 (+11%), qui a surpris beaucoup d'établissements à l'époque, retrace Morgane Van Laethem, gestionnaire de données à l'IBSA. Les classes ont soudainement été surpeuplées et des locaux ont dû être réquisitionnés pour créer des sections supplémentaires.»

Dès lors, la baisse de population scolaire depuis 2016-2017 s'est d'abord apparentée à un «simple retour à la normale», avec notamment une réaffectation des locaux polyvalents à leur destination d'origine, note l'experte de l'IBSA. Avant de donner lieu, dès 2019-2020, à des fermetures de classes ponctuelles, sans toutefois (encore) menacer des écoles entières.

Cette diminution du nombre d'inscrits en maternel, qui devrait se poursuivre jusqu'à l'horizon 2034, est toutefois sujette à d'importantes variations géographiques. La baisse est particulièrement prononcée



Lens, dans le Hainaut, enregistre la baisse la plus marquée.

dans le sud et l'est de la Région, notamment à Watermael-Boitsfort (-21,9%), Woluwe-Saint-Lambert (-20,4%) et Woluwe-Saint-Pierre (-15,8%). En revanche, elle est plus limitée sur la couronne Nord-Ouest, comme à Jette (-0,4%), Ganshoren (-1,6%) ou Koekelberg (-2,9%), alors que la tendance est même positive à Anderlecht (+0,3%). «La proportion de femmes en âge d'avoir des enfants est plus importante dans ces communes, souligne Morgane Van Laethem, ce qui confirme que l'évolution de la population scolaire est bien corrélée à ce facteur de natalité.»

Navettes scolaires

Un constat observé à Evere, qui enregistre la plus forte hausse des inscriptions (+5,1%) en Région de Bruxelles-Capitale grâce à une pyramide des âges dominée par les trentenaires. «Beaucoup de familles se sont installées dans notre commune ces 15 dernières années, notamment grâce à une augmentation significative du parc de logements et à la transformation d'immeubles de bureaux en appartements», confirme l'échevin de l'Enseignement, David Cordonnier (PS). En 2012, la commune a également lancé un plan «Crèches et Ecoles», qui s'est traduit par l'ouverture de nouvelles implantations scolaires et la création de nombreuses places pour les élèves du maternel et du primaire.

En revanche, la forte baisse du taux de natalité à Saint-Josse (passant de 21,7% en 2009 à 15,3% en 2019) a entraîné une diminution consécutive du nombre d'inscrits en maternel. Ainsi, la population scolaire y a chuté de 34,7% en 10 ans, passant de 1.219 inscrits en 2014-2015 à 796 en 2023-2024, soit la dégringolade la plus marquée sur le territoire bruxellois.

Bien que Bruxelles soit fortement soumise au phénomène des «navettes scolaires» (désignant ces enfants résidant en périphérie mais inscrits dans un établissement de la capitale pour profiter d'un enseignement dispensé en français), le niveau maternel en est relativement épargné. «C'est, par définition, un enseignement localisé, insiste Morgane Van Laethem. Les parents cherchent avant tout une école dans leur quartier.» Ainsi, à peine 9% des élèves du maternel scolarisés dans des écoles bruxelloises en 2023-2024 ne résidaient pas dans la capitale, contre 12% pour le primaire et 19% pour le secondaire. ●

Les chiffres sont disponibles commune par commune sur levif.be.